HENRI BOURASSA
Directeur du DEVOIR

La prochaine guerre impériale

En serons-nous ?

Prix : 15 sous

MONTREAL
Imprimerie du DEVOIR
1920



LA PROPAGANDE IMPÉRIALISTE

Après la presse, le barreau

La propagande impérialiste bat son plein. Amorcée par la tournée carnavalesque du petit prince de Galles, elle s'est portée tout de suite, avec la mission de l'amiral Jellicoe, vers son objectif immédiat, qui est de lier le Canada et les autres "nations-soeurs" aux prochaines entreprises de guerre de l'Angleterre. Le congrès de la presse n'a eu d'autre objet que de préparer un assaut d'ensemble sur l'opinion de tous les pays d'Empire. Dans quelques jours, le Congrès des Chambres de commerce mettra en branle les force de la finance, de l'industrie et du négoce. L'an prochain, la Conférence impériale coordonnera les résultats de ces efforts et donnera les directives politiques et militaires, sous la dictée des hommes d'Etat et des hommes de guerre britanniques.

Entre ces grandes manoeuvres, les chefs du mouvement ne négligent aucune occasion de s'emparer de toutes les sources d'influence, de diriger dans le sens de leurs ambitions tous les courants d'idées et d'opinions. C'est ainsi qu'ils ont réussi à s'introduire dans la récente réunion de l'Association du barreau canadien pour amorcer au Canada le hardi carambolage que l'Angleterre impérialiste poursuit en ce moment : amener les Etats-Unis à se joindre à l'Empire britannique unifié afin d'assurer l'hégémonie mondiale de l'anglo-saxonisme économique, maritime, militaire, politique et religieux [1].

Un collaborateur autorisé s'occupera tout prochainement, au profit des lecteurs du *Devoir*, de la besogne d'*unification* intérieure—et de dénationalisation—entreprise par ces messieurs du Barreau. Aujourd'hui, bornons-nous à signaler la très-intéressante et très-significative manoeuvre de haute politique impérialiste dont ils se sont constitués, fort complaisamment, les appariteurs et les complices.

L'amorceur de la pièce a été, comme de juste, le président de l'Association, sir James Aikins. Les gens qui ont bonne mémoire se rappellent peut-être les grotesques effusions de cet éminent basochien, au cours de la guerre. Evidemment soufflé, au double sens du mot, il a entonné le chant de gloire —et de guerre—de la future alliance anglo-saxonne. Il y a mis cette emphase vantarde, cette nuageuse et pompeuse hypocrisie, qui caractérisent tant de pièces d'éloquence (?) anglo-amé-

---

[1] Par "anglo-saxonisme religieux", il faut entendre l'utilisation des forces religieuses au profit de l'Angleterre. De religion positive, les Anglo-Saxons, comme peuple, n'en ont plus, sauf le culte de l'or et de la matière.

ricaine et que l'intraduisible expression anglaise ***bombast*** peint à merveille. "Nous sommes une nation autonome dans l'Empire britannique." — "Nous sommes d'Amérique, mais nous ne sommes pas Américains." — Alors, quoi? — "Une cordiale amitié existe entre nous et eux (les Américains) depuis plus d'un siècle," — à preuve, les *rectifications* de frontières de 1840 à 1860, les multiples menaces de guerre, de 1860 à 1870, les attaques des Féniens, l'abandon de nos pêcheries de l'Atlantique pour calmer nos *chers* voisins, le Traité de Washington, l'interminable imbroglio des pêcheries de la mer de Behring, la dispute de l'Alaska et tant d'autres manifestations de cette chaude amitié.

"Tout de même, il a existé entre nous et eux" — la politesse anglo-saxonne exige évidemment qu'on se nomme toujours le premier — "une barrière impénétrable de souveraineté d'Etat, profonde comme un abîme, haute comme le ciel, invisible, intangible, mais que l'honneur, la foi, le mutuel respect des deux nations regardent comme sainte, par dessus laquelle aucun pied ferré ne peut passer".[1] — Jt'e crois ! Quel animal ferré, et même ailé, s'aviserait de sauter par-dessus une barrière qui est à la fois un abîme et une montagne ? Pégase lui-même y perdrait les ailes, et la tête, et les pieds. Cette extraordinaire barrière n'empêche tout de même pas les constantes allées et venues d'une foule de gens et de choses : hommes d'Etat et d'affaires canadiens en quête de fonds ou de charbon américains, voyageurs et touristes des deux nations, en peine de froidure ou de chaleur, tonnes de pâte ou de papier canadien absorbées par le minotaure de la presse américaine, masse de journaux et de périodiques américains dont s'alimentent les *fiers* compatriotes de sir James Aikins (sans parler des flots de whiskey et des drogues stupéfiantes qui s'échangent subrepticement entre les deux nations, si vertueusement prohibitionnistes !) Et comme cet échange de bons procédés — quoique non "ferrés" — opère en raison de la puissance relative de production, de richesse, de pénétration et d'accaparement des deux pays, il s'ensuit que la "nation" canadienne est déjà aux trois quarts américanisée; et sir James Aikins, aussi bien que tous ses *savants confrères,* le sait à merveille.

Les prouesses... futures de sir James Aikins

Mais suivons le président du Barreau canadien dans ses exercices politico-judico-acrobatiques — besogne peu facile, étant donné la variété et la hardiesse des hyperboles. On va voir qu'à travers, au-dessus et au-dessous de cette barrière

---

[1] Si l'on doute de l'authenticité de cette citation, qu'on en vérifie le texte anglais dans les journaux du 2 septembre.

impénétrable, invisible et intangible, si haute et si creuse, le savant jurisconsulte ménage aux deux nations de précieuses (et coûteuses) rencontres.

"Avec eux (les Américains), nous, les représentants de l'Empire britannique," — notez bien : pas "nous, *Canadiens*" —"tenons ce continent; et nous le tiendrons contre tous les autres Etats, pour notre commune civilisation, depuis le Rio Grande jusqu'au Pôle Nord." —Avis aux Esquimaux et aux Groënlandais. — "Si nous sommes menacés par les forces impénitentes de l'Europe centrale, épaule à épaule, nous ferons face à l'Est; *si par les Asiatiques, nous ferons volte-face et nous marcherons vers l'Ouest;* si par n'importe quel ennemi commun, nous nous tiendrons debout, dos à dos, mais jamais face à face dans un combat fratricide (acclamations prolongées)."

Ouf ! Pouff ! ! Boum ! Boum ! ! Boum ! ! ! Voyez-vous d'ici se gonfler ces formidables thorax cuirassés d'*oyer and terminer,* se dresser ces têtes léonines, toutes foudroyantes de considérants ? Entendez-vous gronder ces voix habituées à dominer le fracas des exceptions à la forme ? Et quand viendra l'*action,* quand l'Association du barreau *bougera,* sir James Aikins en tête, le bon juge Migneault en flanc, l'aimable juge Surveyer en queue (avec son esprit français, celui-là au moins se paiera avant de partir une pinte de bon sang) voyez-vous fondre, comme le beurre dans la poële, Teutons et Magyars, Turcs et Bulgares, Russes rouges et Fellahs en révolte? Et quand la phalange basochienne "aura fait volte-face" et "marchera vers l'Ouest", entendez-vous gémir les hordes fauchées des jaunes ? C'est alors que sur un monde ravagé mais purifié, assagi, régénéré, régnera à jamais la civilisation anglo-saxonne, profonde comme l'abîme, haute comme les cieux, impénétrable, invisible, intangible, et dûment étançonnée par les précédents, les considérants et les conclusions des doctes membres de l'Association du barreau, revenus à leurs paisibles fonctions de gratte-papier après avoir couvert le monde—par procuration—des prodiges de leurs vertus guerrières.

Mais j'ai tort de plaisanter; j'ai tort, ne serait-ce qu'en raison de cette disposition trop générale des Canadiens français à oublier qu'en pays anglo-saxon le ridicule ne tue pas et qu'à l'abri des attitudes les plus grotesques et du langage le plus absurde se préparent et se consomment souvent les entreprises les plus gigantesques de la politique anglaise.

Reprenons notre sérieux ; interrogeons les autres acteurs de la pièce amorcée à Ottawa; et nous constaterons sans peine que nous sommes en présence d'une intrigue formidable dont les fils tiennent par un bout à Londres, par l'autre aux Indes, en passant par Washington et Tokio—après nous avoir embobinés.

Discours du Gouverneur

L'invite à la collaboration des Etats-Unis dans le grand oeuvre de la saxonisation du monde n'a pas été lancée, au congrès du barreau, par le seul Aikins. Il n'en a été, je le répète, que l'amorceur. La grandiloquence de ses vaticinations avait évidemment pour objet de fixer l'attention générale et de servir de coup de tam-tam aux déclarations plus autorisées qui ont précédé ou suivi le discours du président.

La première de ces déclarations, c'est celle du gouverneur-général; c'est aussi la plus importante pour nous, Canadiens, puisque Son Excellence parlait à la fois comme chef de notre gouvernement et comme délégué du gouvernement impérial. Ce fut aussi la plus adroite, la plus discrète et la mieux *amenée*.

Après l'éloge obligatoire des institutions britanniques, formulé dans un langage dont la noble simplicité offre un heureux contraste avec le *bombast* tonitruant de sir James Aikins, Son Excellence poursuit : "Notre devoir actuel est d'aider le monde à rétablir la paix, le bonheur et la sécurité. Cette tâche, nous l'assumons volontiers." — "Nous", on va le voir, veut dire, pour le duc de Devonshire comme pour sir James Aikins, les Britanniques de l'Empire, et non les Canadiens. — "L'Empire britannique est plus puissant (*stronger*) que jamais." — Il y aurait peut-être lieu de demander à Son Excellence ce qu'elle entend par *puissant*. Si le duc veut parler de territoires et de richesses, c'est certain. L'Angleterre, grâce à son désintéressement, sort de la guerre avec plus de butin — terres conquises, protectorats, sphères d'influences, ports de mer, puits de pétrole, marchés nouveaux — que tous ses alliés ensemble; sans compter la réalisation complète de son véritable objectif de guerre : la ruine de la flotte allemande et la suppression de la concurrence économique des industries, du commerce et de la finance de l'Europe centrale. Mais s'il s'agit de puissance réelle, de cette force supérieure qui résulte de l'unité morale d'un peuple et du respect qu'il inspire aux autres nations, c'est une autre affaire. La puissance anglaise est, au contraire, singulièrement menacée, à l'intérieur plus encore qu'à l'extérieur. Du reste, il ne faudrait pas croire que le danger échappe à l'attention des hommes d'Etat anglais dont le Duc de Devonshire est à la fois l'interprète et le mandataire. Sous l'apparente confiance des formules d'espoir, on sent percer l'inquiétude. L'invite aux Etats-Unis n'a pas d'autre motif. Nous nous en convaincrons davantage par la suite de cette étude. Mais écoutons notre vice-roi :

"Il nous appartient (les Britanniques), *de concert avec la grande nation voisine du Canada* (*in company with the great nation to the south of Canada*) de poursuivre cette oeuvre (de

restauration mondiale) et *de fortifier les liens qui nous ont unis pendant la guerre* et que nous nous rappelons tous avec tant de satisfaction."

La formule, plus discrète et de meilleur ton, s'inspire de la même pensée que la harangue théâtrale de M. Aikins.

Habile tangente de M. Taft

Voyons maintenant comment les Américains, par la bouche très autorisée de M. Taft, ont mordu à l'amorce. Il ne faut pas entendre ici une autorité officielle ni même officieuse. L'ancien président de la République est, aujourd'hui, en dehors de toute situation politique. Séparé de M. Wilson et de toutes les factions démocratiques par l'ensemble de sa carrière et de ses principes, il est aussi éloigné des deux groupes principaux de son propre parti. Il n'a probablement pas plus de chances que M. Bryan de parvenir à un poste de premier plan. Mais, comme son ancien antagoniste, il conserve une situation importante dans la vie nationale de son pays; il exerce une influence, difficile à mesurer, mais réelle; et cette influence s'exerce précisément dans les milieux où la politique anglophile trouve ses principaux points d'appui et ses plus efficaces moyens de propagande : le monde légal et la haute finance.

M. Taft, sans avoir l'air d'y toucher, a poursuivi l'intrigue et noué la trame de la façon la plus adroite qu'il fût possible d'imaginer, la plus plausible aussi et la plus efficace. Sans franchir les limites que lui traçait sa situation d'invité d'une simple association de légistes — c'était déjà une jolie leçon de tact à ses hôtes et à leurs autres invités, — sans même répondre à la *colletée* de M. Aikins ni à l'invite plus discrète mais non moins transparente du Duc de Devonshire, il a clairement indiqué les conditions auxquelles les Etats-Unis accorderaient leur concours à l'oeuvre *philanthropique* (!) entreprise par l'Angleterre : la réfection du monde... au profit des Anglais. Il a glissé le poulet au milieu d'une dissertation, très bien faite, sur la fameuse Ligue des Nations.

La Ligue, a-t-il déclaré, en se résumant, est "un contrat d'association (*partnership agreement*) composé de deux catégories de stipulations." Les unes sont *restrictives* (*self-restraining*); elles définissent les actes, les attitudes, les provocations directes ou indirectes, dont les parties contractantes promettent de s'abstenir afin d'éviter les causes de conflit. Les autres sont *prescriptives* : elles déterminent les cas où l'action concertée des nations, membres de la Ligue, devra s'exercer contre les délinquants et leur imposer le respect de leurs propres engagements ou la soumission aux décrets de la Ligue.

En terminant, il s'est élevé avec chaleur contre les adversaires du Traité, aux Etats-Unis — presque tous membres de son propre parti. Rompant avec la calme allure de sa thèse juridique, il a brandi contre eux les armes du sarcasme et de l'indignation; il les a accusés de vouloir réduire la république américaine au rang de "limbe pour enfants morts-nés et adultes irresponsables." Le compte rendu note que sa péroraison a été "bruyamment applaudie" (*greeted with loud cheers*). Décidément, ces magistrats et ces avocats, vieux et jeunes, sont pétulants et même étourdis. Au lieu de s'esclaffer sur une tirade d'un goût douteux, qui n'avancera en rien les affaires de la Ligue aux Etats-Unis ou ailleurs, ils auraient mieux fait de garder leur sang-froid et de rattraper leur esprit juridique —*their judicial mind*, comme ils disent volontiers pour épater les badauds — afin de méditer sur une ou deux phrases topiques, qui marquent à merveille comment les partisans les plus ardents de la Ligue, aux Etats-Unis, entendent que leur pays devra exercer sa part de responsabilité, s'il entre dans cette galère.

Après avoir défini la partie *prescriptive* ou *punitive* du traité, M. Taft ajoute : "Ceci est laissé à la *conscience* et à la *bonne foi* des membres de la Ligue. La force de la Ligue des Nations doit, pour être efficace, *dépendre de l'esprit de coopération* qui en assurera le fonctionnement." — Autrement dit, si tout le monde ne marche pas, personne ne marchera. — Puis, après avoir démontré ou tenté de démontrer que l'adhésion des Etats-Unis à la Ligue n'entraînerait aucune atteinte à leur souveraineté nationale, il ajoute : "L'élément (essentiel) de la souveraineté, c'est le pouvoir de *rompre* un traité aussi bien que de le conclure.... Il n'y a rien dans les engagements stipulés par les conventions de la Ligue qui entame le *pouvoir discrétionnaire du Congrès de déclarer la guerre ou le boycott universel.*" En d'autres termes, même s'ils adhèrent à la Ligue, les Etats-Unis se réservent le droit de... s'en moquer. *Et nunc erudimini, gentes*.... et vous aussi, messieurs les juges et avocats.

Si telle est la pensée du plus conservateur des Américains, homme d'Etat et juriste de haute envergure, partisan déclaré de la Ligue et, généralement, de l'entrée des Etats-Unis dans le concert des nations, que faut-il attendre des *jingos*, des *fire-eaters*, des *shirt-sleeve diplomats*, ou encore des tenants de la pure doctrine de Monroe ?

Ce que M. Taft a voulu dire

Mais, dira-t-on, en quoi la dissertation juridique de M. Taft, et même ses apartés sur la situation politique, répondent-ils aux avances formulées par le gouverneur-général, par le président du Barreau et — nous le verrons plus loin — par l'am-

bassadeur d'Angleterre à Washington ? A qui s'est donné la peine de suivre d'un peu près les tortueuses évolutions de la fameuse Ligue, depuis sa naissance, la réponse est facile. La Ligue est apparemment d'invention américaine; mais les Anglais ont été les seuls à comprendre tout le parti qu'ils en pouvaient tirer. L'histoire révélerait, plus tard, qu'elle a été inventée à Londres et brevetée à Washington, afin d'en mieux déguiser l'origine, qu'il n'en faudrait pas être autrement surpris. Ce serait la répétition de l'histoire de la doctrine dite "de Monroe", couvée à Londres, sous l'aile de Georges Canning, et si péniblement imposée à son père putatif par Addington, ambassadeur d'Angleterre à Washington.

Pendant que les sénateurs américains, pour des motifs fort plausibles, du reste, faisaient échec au projet si cher au *professeur* Wilson; pendant que Clemenceau, toujours serviable à l'Angleterre, déléguait au Conseil de la Ligue ce vieux pompier de Bourgeois et quelques personnages incolores, le gouvernement britannique s'emparait de tous les postes efficaces et y plaçait des fonctionnaires fidèles et attentifs, tout prêts à commander la manoeuvre le jour où le bateau prendra la mer. N'allons pas croire que le discrédit dont la Ligue souffre en Europe, ni même l'échec qu'elle a subi à Washington, désolent beaucoup les Anglais. Au contraire, ce mépris leur permet de s'en emparer sans trop éveiller les méfiances; ces retards leur donnent le temps de la façonner à leur guise.

Qu'on note bien ceci : *la Ligue des Nations sera une machine anglaise, ou elle ne sera pas.*

D'autre part, les Anglais sont assez clairvoyants pour comprendre qu'ils ne peuvent, à eux seuls, constituer toute la Ligue ni toujours en tirer tous les profits. Ils sont assez beaux joueurs pour savoir partager... ce qu'ils ne peuvent garder. Ils comprennent que, dans la Ligue ou en dehors, il leur faut au moins un associé et quelques comparses. Cet associé, il est tout désigné : les Etats-Unis. C'est celle des grandes nations qui a le moins d'intérêt à gêner l'Angleterre dans la consolidation de son Empire, ancien et nouveau; c'est aussi celle dont la communauté d'origine, d'habitudes et de tendances, à maints égards, s'accommoderait le mieux des illogismes de situations et de solutions, des hypocrisies d'attitude et de langage, qui s'imposeront à la nouvelle Société des Nations, si le monde doit être rénové de façon à abattre toutes les tyrannies, sauf celle de l'Angleterre, à rompre toutes les dominations, au profit de la finance anglo-saxonne.

La réponse de M. Taft est à la fois précieuse et inquiétante pour l'Angleterre, parce qu'elle indique que si les Etats-Unis sont disposés à entrer dans le complot, ils n'entendent pas se lier les mains, soit dans la Ligue, soit en dehors de la Ligue. Tout dépendra des objectifs immédiats de l'entente anglo-

américaine. Ces objectifs, nous les retrouverons plus loin. Finissons-en avec la pièce jouée sur la modeste scène préparée, fort à l'aveugle peut-être, par ces bons messieurs du barreau.

Il importait de ne pas laisser le petit auditoire d'Ottawa, encore moins le grand public averti par le gramophone aux cent cornets de la presse quotidienne, sous l'impression déprimante de la thèse un peu abstruse de M. Taft. Sa réponse aux invites britanniques était trop *guarded* pour ne pas échapper à l'attention du plus grand nombre, même parmi les savants jurisconsultes qui l'ont reçue, cette réponse, de première main. La plupart de ces messieurs, ne l'oublions pas, sont beaucoup plus forts — ou, comme dirait leur illustre président, mieux *ferrés* — sur la procédure et les précédents qu'en dialectique, en philosophie, en histoire, ou même en droit international. De la grande politique souterraine qui mène le monde, la plupart ignorent à peu près tout. Il était donc fort important de ne pas les laisser se disperser, à peu près convaincus que les Américains ne répondent pas ou ne répondent qu'à moitié aux invites si pressantes de leurs frères d'armes, les Britanniques des cinq continents.

Sir Auckland Geddes et son "pont d'or"... qui marche

L'homme tout désigné pour remettre les choses à point et donner le coup de pouce, voire le coup de poing final, c'était sir Auckland Geddes, ambassadeur de Sa Majesté britannique à Washington. Mandataire autorisé de l'Angleterre, il l'est de par ses fonctions officielles; interprète de l'impérialisme britannique le plus exalté, il l'est par tempérament, par sa brève carrière politique et probablement par conviction. Au nom du Canada il peut réclamer le droit de parler, un peu par sa naissance, beaucoup par l'abdication générale que les Canadiens ont faite de leur autonomie entre les mains des politiciens impériaux, depuis 1914 et même auparavant; il le peut davantage, depuis la création de ce poste hybride de représentant du Canada à Washington, comme sous-ordre de l'ambassadeur britannique. Lorsqu'il s'adresse aux Canadiens, il a même quelque titre à parler au nom du gouvernement américain, puisque une tradition déjà séculaire démontre que la principale fonction de l'ambassadeur d'Angleterre à Washington, en ce qui concerne le Canada, consiste à sacrifier les intérêts canadiens aux appétits américains. Nul donc n'était mieux *qualifié* pour indiquer à larges traits le rôle que doivent jouer, dans la réfection du monde, les nations anglophones et la fonction particulière du Canada dans ce grand oeuvre.

Après une longue et intéressante peinture de la situation sociale et économique du Royaume-Uni — peinture chargée à

dessein, on peut le soupçonner, en vue des prochains assauts sur le budget des richissimes "nations-soeurs" — le diplomate impérial aborde la question du jour, la pacification de l'Europe et du monde.

"Les nations de l'Europe, dit-il, doivent déclarer la paix des Européens. Pour que la paix dure, il doit se développer une sympathie intime, une responsabilité (commune ou réciproque) et *une entente entre les nations britanniques et les Etats-Unis.* Sur le fondement de cette amitié, la paix de l'Europe peut être établie. Je doute que d'ici de longues années elle puisse exister autrement."

Voilà au moins qui est clair : la France, l'Italie, l'Espagne, la Grèce, aussi bien que l'Allemagne, la Russie. la Pologne, les races balkaniques et les multiples nations faites ou refaites à même les débris des empires moscovite, allemand, autrichien, turc, sont dûment averties qu'elles n'auront la paix — elles ne pourront même "vaquer à leurs affaires internes" avait dit précédemment le diplomate anglais — qu'à la condition d'accepter la paternelle autorité de l'Empire britannique et des Etats-Unis. Il serait intéressant d'entendre les collègues de sir Auckland Geddes à Paris et à Rome, et son chef hiérarchique, M. Balfour, ministre des Affaires étrangères à Londres, faire écho à ce projet qui équivaut à mettre l'Europe entière sous la tutelle des deux grandes puissances anglo-saxonnes.

Dans cette grosse besogne, *salutaire* pour les pupilles et fort profitable pour les tutrices, quelle sera notre part à nous, Canadiens, "nation autonome dans l'Empire"? Oh, c'est bien simple : mettre d'accord les deux associés. Tiens ! tiens! il y a donc quelque chose qui cloche ? Ecoutons la voix charmeresse de "notre" serviteur (c'est ce que M. Geddes s'est humblement proclamé à Toronto) :

"Le Canada, par sa situation, ses intérêts, sa connaissance (de quoi ?) et son expérience, est ainsi placé qu'il peut construire un *pont d'or* de sympathie entre la Grande-Bretagne et les Etats-Unis. [Ce pont] doit franchir les ravins de l'ignorance et l'abîme des fausses représentations par lequel quelques-uns ont tenté de créer la mésentente." —Qui sont ces "quelques-uns"? Ne seraient-ce pas sir Robert Borden, M. Meighen, lord Atholstan et tout le sanhédrin impérialiste qui a mené la campagne de 1911 contre le traité de réciprocité : *No truck and trade with the Yankees ! ?* Le pontife ne s'est pas expliqué et les disiciples n'ont pas soufflé mot. Mais revenons au pont d'Avignon... non, au pont d'or. —"S'il a du succès, ce *pont* sera le premier *pas* (sic) dans la route vers le monde de nos rêves, un monde de paix et de justice. ...Les responsabilités et les chances du Canada sont énormes et glorieuses. Vous (les Canadiens) allez vous charger de bâtir ce pont que nous (qui ça, nous? les Anglais? les Américains? tout le mon-

de?) devons franchir pour arriver à la sécurité et à la prospérité à venir."

Il paraît clair qu'en fait de métaphores hardies et changeantes, le sire Geddes peut rendre des points au sire Aikins. Mais ne cédons point à la tentation de rire des ineffables coq-à-l'âne de ces coryphées de la haute culture saxonne. Ne nous arrêtons pas à démêler comment le devin Geddes, avec son pont qui marche dans le chemin du rêve, au dessus des fossés et des abîmes, va se mettre d'*équerre* avec le barde Aikins et sa barrière infranchissable, invisible et intangible, inaccessible à tout pied "ferré." Résistons même au désir plus impérieux de stigmatiser l'effroyable hypocrisie de cette évocation d'un "rêve de paix et de justice" réalisé par l'hégémonie anglaise, à l'heure où l'Irlande subit son martyre, où l'Inde et l'Egypte se soulèvent, pantelantes, sous le talon britannique; à l'heure où l'Asie mineure, la Syrie, l'Arabie, la Mésopotamie et la moitié de l'Europe se débattent dans l'anarchie, grâce à la cupidité anglaise et à la duplicité anglaise; à l'heure où la France, après s'être follement épuisée pour débarrasser l'Angleterre de la concurrence allemande, voit la même Angleterre lui jeter les Grecs et les Arabes dans les jambes en Asie, soutenir en sous-main les Bolsheviks contre la Pologne son alliée, et même préparer à la barbe des Français son prochain rapprochement avec l'Allemagne !....

Ce qu'on veut de nous

Restons calmes... mais ouvrons les yeux et les oreilles; et tâchons au moins de comprendre ce qu'on nous prépare, à nous. De toutes ces phrases ampoulées, de toutes ces grotesques figures de mauvaise rhétorique, retenons le pont d'or... fixe ou mobile. Ce que cela veut dire, c'est que, pour assurer le bonheur du monde (par la domination anglo-saxonne), le Canada doit se préparer à faire tous les sacrifices nécessaires, d'hommes et d'argent, afin de permettre à l'Angleterre et aux Etats-Unis de s'embrasser... et de mettre le reste du monde dans leurs poches. [illegible] où l'on voit que le sire Geddes et le sire Aikins, pour *ju*[illegible], et cacophoniques que soient leurs métaphores, sont parfaitement d'accord sur l'objet *pratique* à atteindre. Mais laissons là le basochien et suivons la piste du diplomate.

Ce programme d'entente anglo-américaine, sir Auckland Geddes l'avait tracé avec plus d'ampleur encore à Toronto, dans un discours prononcé à l'ouverture de l'Exposition, le 28 août. Avec un lyrisme dont le discours d'Ottawa n'offre plus que de maigres déchets, il avait glorifié le rôle du Canada dans ce rapprochement des deux grandes nations anglo-saxonnes. Toute la pièce vaudrait d'être analysée; mais il est temps de remonter à la source commune de ces effusions.

Comme bien l'on pense, cette poussée d'éloquence en terre canadienne se rattache à une grosse manoeuvre diplomatique. Tout verbeux qu'il est, sir Auckland Geddes ne s'est pas fendu de ces deux pièces oratoires sans avoir pris langue à Londres. Sir James Aikins lui-même n'a pas prophétisé sans une inspiration de l'Esprit... impérial. Si l'on veut trouver le bout de la ficelle — pourquoi nous priver de comparaisons variées, à notre tour ? — on n'a qu'à relire une dépêche "spéciale" de Washington à la *Gazette* (numéro du 4 septembre). On y verra que "les relations entre le Japon et les Etats-Unis ont pris une nouvelle importance;" que les négociations relatives au renouvellement du traité anglo-japonais se poursuivent maintenant à Washington; qu'une entente entre ces trois puissances "*concerning their interlocking interests*... auront un effet marqué sur la paix internationale." Contrairement à ce qu'on croyait généralement, ajoute la dépêche, ce n'est pas la question d'émigration des jaunes en pays américain (et anglais ?) qui appelle l'attention des négociateurs, mais bien le partage des nouvelles sphères d'influence en Chine et en Sibérie.

Tout cela est fort plausible. A la faveur de l'entretuerie des nations d'Europe, les Etats-Unis ont obtenu, en Asie, d'énormes avantages économiques qu'ils veulent faire fructifier. D'autre part le Japon a pris pied en Corée, en Mandchourie, en Chine; il n'entend pas se laisser évincer ni abdiquer son ambition de jouer en Extrême-Orient le rôle d'arbitre — et d'exploiteur — que l'Angleterre a joué avec tant d'avantages, depuis un siècle, en Europe, en Asie, en Afrique, partout.

Par une singulière coïncidence, le même numéro de la *Gazette* qui contenait cette dépêche révélatrice de Washington, en publiait une autre, arrivée par courrier, de Sibérie et datée du 15 juillet. On y voit que le Japon a refusé de reconnaître la juridiction de la nouvelle république sibérienne à l'Est du lac Baïkal. C'est dire que le Japon entend rester maître d'un bon tiers de l'ancienne Sibérie russe.

Angleterre, Etats-Unis, Japon

Au moment de l'entrée des Etats-Unis dans la guerre européenne, j'ai exprimé l'opinion qu'au sortir de la mêlée, l'Angleterre aurait à "choisir entre son alliance avec le Japon et son entente avec les Etats-Unis. "Ce sera," ajoutais-je, "l'une des plus fortes parties que la diplomatie anglaise ait eu à jouer."[1]

---

1 *L'intervention américaine* — mai, 1917.

En ce temps-là, il me paraissait clair que, forcée d'opter, l'Angleterre lâcherait le Japon, même au risque d'une guerre, si cette dure condition était nécessaire pour s'assurer l'appui des Etats-Unis. Je le crois encore. Mais à l'heure actuelle, elle cherche mieux — et plus difficile — que cela.

L'Angleterre s'efforce de renouveler son alliance avec le Japon tout en resserrant son entente avec les Etats-Unis. Elle n'essaie pas de faire entrer les deux pays dans une ferme alliance tripartite : le voulût-elle, elle n'y parviendrait pas. Mais même si cette alliance était réalisable, elle n'en voudrait pas, pour l'excellente raison que les deux autres alliés pourraient fort bien se passer d'elle et même se tourner contre elle. Ce qu'il lui faut, c'est éliminer les causes trop irritantes de conflit immédiat entre les deux rivaux et les rapprocher suffisamment pour qu'ils lui viennent en aide, chacun dans sa sphère, aussi longtemps qu'elle aura besoin d'eux.

C'est une partie presque désespérée, que nulle autre nation n'oserait entreprendre. Et pourtant, il faut que l'Angleterre la joue et qu'elle la gagne, si possible.

Elle a absolument besoin de se concilier le gouvernement américain pour consommer en paix le lent assassinat de sa séculaire victime, l'Irlande. La seule question irlandaise oblige l'Angleterre à acheter, *à n'importe quel prix,* le bon vouloir, la complicité ou le silence des chefs de la nation américaine.

Ce n'est pas tout. L'Angleterre a besoin, à un degré moindre mais encore important, de l'appui des Etats-Unis pour tenir tête à la France et à l'Italie en Asie Mineure et pour démêler, si possible, l'imbroglio russo-polonais qui menace, par répercussion, son emprise sur la Perse, sur le Turkestan et, par le nord, sur l'Inde. Enfin, si le Japon se tourne contre elle, elle a absolument besoin des Etats-Unis pour garder son empire des Indes.

Or, si elle ne met pas les Japonais et les Américains d'accord, elle ne peut s'assurer l'appui des Etats-Unis, en Asie surtout, qu'au risque probable, sinon certain, d'une guerre avec le Japon, compliquée d'une révolte aux Indes.

D'autre part, il lui faut non moins absolument garder le bon vouloir du Japon pour enrayer la propagande bolchéviste en Asie et surtout pour faire exclure l'Inde de la sphère asiatique où le Japon entend exercer son action *libératrice.* L'empire du Soleil levant a proclamé, à son profit, une nouvelle doctrine de Monroe : l'*Asie aux Asiatiques.* L'Angleterre veut répéter le jeu d'il y a un siècle, et faire excepter l'Inde du protectorat japonais, comme elle a réussi à soustraire le Canada et ses autres possessions d'Amérique à l'application de la politique qu'elle fit si habilement proclamer par le président Monroe et ses successeurs contre l'Espagne, le Portugal et la France.

Si l'Inde était paisible, résignée à son sort, comme nous le fûmes, l'opération serait relativement facile. Mais que l'Inde se soulève, comme tout le fait prévoir, l'Angleterre obtiendra difficilement que le Japon l'aide à réprimer la révolte.Si la résistance se prolonge, elle aura peine à empêcher les Japonais de suivre l'exemple des Américains à Cuba — exemple fortement encouragé par l'Angleterre, on s'en souvient.

Il faut donc, pour gagner la partie, se préparer à foudroyer toute tentative de soulèvement aux Indes avec une rapidité et un succès tels que le Japon n'ait pas le temps de prendre parti, et avec un tel déploiement de forces navales que les Japonais ne soient pas tentés d'intervenir par la suite.

Par où l'on voit que la mission Jellicoe et la nouvelle poussée de *navalisme* se rattachent directement à l'intrigue diplomatique, nouée à Washington et à Tokio, dont les figurants de la saynète d'Ottawa viennent de nous jouer un tout petit acte.

La prochaine "croisade" impériale

Qu'on ne s'y trompe pas : la prochaine expédition impériale, c'est aux Indes qu'elle se fera; et si nous sommes assez idiots que de nous y prêter, elle se fera assez imposante, non seulement pour noyer la révolte indienne dans le sang, mais pour rétablir le prestige de l'Angleterre dans toute l'Asie. Et il y a des chances qu'elle se fasse, en même temps, contre le Turkestan, l'Afghanistan, la Perse et la Russie rouge ; ou, si l'Angleterre manque son coup avec le Japon mais réussit à s'entendre, d'un côté, avec les Etats-Unis, et de l'autre avec les soviets d'Europe et d'Asie, — elle y travaille en sous-main tout en poussant ses pointes en sens contraire—la prochaine guerre impériale se fera à la fois contre l'Inde et le Japon. Ce sera bien, celle-là, la croisade anglo-saxonne. C'est la plus probable, ou du moins, la plus désirée par les impérialistes anglais. C'est celle que les souffleurs de l'ineffable Aikins lui ont fait annoncer à son de trompe : "Ensemble. *nous marcherons vers l'Ouest !*"

De toutes façons, les "nations-soeurs," si elles persistent à vouloir faire partie du *greater empire than has been*, peuvent se préparer à se saigner à blanc — et le Canada plus que les autres. Car pour jouer toutes ces parties diplomatiques, et gagner les guerres qui en résulteront, l'Angleterre, gênée par l'opposition croissante de ses masses socialistes et prolétaires, devra tirer de ses colonies tout ce qu'elle pourra leur arracher de vaisseaux, de marins, de soldats, de munitions et d'argent. Pour s'attacher les Etats-Unis, elle n'hésitera nullement à livrer le Canada tout rond, ou par morceaux, à la finance américaine, après l'avoir, comme de juste, impérialement tondu.

C'est alors que la comparaison burlesque de sir Auckland Geddes deviendra réelle : après avoir cimenté l'alliance, le pont d'or marchera... du côté du sud.

"Rêve" et réalité

Si maintenant l'on me demande si je ne "rêve" pas, à mon tour; s'il est possible de croire qu'une si grosse partie puisse s'amorcer dans une simple parlote d'avocats, au fond de la petite capitale de l'un des pays mineurs du globe, la réponse est encore facile.

C'est l'une de nos erreurs habituelles — celle-là nous a pourtant coûté assez cher ! — et c'est l'erreur commune à la plupart des peuples contemporains de ne rien comprendre aux agissements et aux procédés de la politique anglaise, la plus puissante, la plus retorse, la plus suivie, la plus efficace au monde depuis les jours de la puissance romaine.

D'abord, c'est bien dans les habitudes des hommes d'Etat anglais de dévoiler de la façon la plus imprévue et la moins régulière, ce qu'ils veulent faire connaître de leurs desseins. Quelques-unes des manoeuvres les plus compliquées et les plus formidables de la politique anglaise, de celles qui ont remué le monde, ont été lancées dans quelque réunion de village ou après un lunch à la Mansion House.

Et puis, ce qu'il ne faut pas perdre de vue, c'est que la petite comédie d'Ottawa n'est qu'un incident de l'immense campagne amorcée dans tous les pays d'empire et dans tous les pays étrangers où il paraît nécessaire de la poursuivre.

Après avoir fait danser nos fillettes et grisé de vanité nos parvenus et nos jobards, le petit prince est allé poursuivre ses *ravages* en Australie, en Nouvelle-Zélande, partout où il peut mettre le pied, et la main, sans trop de danger. Jellicoe l'a également suivi ou précédé dans toutes les colonies d'où il est possible de tirer de la mouture de guerre. Et croit-on que, dans chacun de ces pays, il ne se trouve pas des sur-Aikins pour attacher les grelots, des sous-Geddes pour les agiter, et des associations de badauds enrubannés, bicornés et tricornés pour applaudir à tout rompre et endoctriner de plus badauds qu'eux-mêmes ?

Si l'on admet que pour jouer avec avantage ses parties diplomatiques, pour gagner ses batailles (et celles des autres) et pour étouffer ses victimes, l'Angleterre impériale a besoin du concours de toutes ses possessions prétendûment "autonomes," l'on admettra qu'elle ne saurait mieux s'y prendre pour s'assurer ce concours.

Le secret de la politique anglaise, c'est de ne rien négliger pour arriver à ses fins. Elle achète tout ce qui est à vendre, elle flatte toutes les vanités, elle bourre tous les estomacs, elle utilise toutes les forces, elle écrase toutes les molles résistances; elle ne dédaigne que les inerties et ne cède que devant les oppositions irréductibles.

Niera-t-on qu'en s'assurant le concours de la finance, de la presse et du barreau, les impérialistes anglais ne domineraient pas, chez nous, les trois principaux facteurs de l'action politique? Aux Etats-Unis même, par ses influences sur une simple fraction de ces trois forces sociales, l'Angleterre est venue à bout d'orienter la politique américaine dans le sens de ses intérêts, contre le gré de l'immense majorité du peuple américain. Et l'on croit qu'elle négligerait les mêmes méthodes dans notre malheureux pays, aveuli par des siècles de colonialisme, saigné à blanc par la guerre, pourri de dettes... et de puérile vanité ?

Rompons la chaine

Et pourtant les résistances se dessinent. C'est même pour les encourager qu'il m'a paru utile de faire l'analyse assez minutieuse de cette nouvelle manifestation, insignifiante en elle-même, des monstrueux desseins de l'impérialisme britannique.

D'un côté, il est nécessaire de toujours signaler le but poursuivi, les catastrophes qui nous guettent, la multiplicité des forces d'attraction qui nous y mènent. De l'autre, il est bon de rechercher, dans le mode même d'opération, le moyen d'y faire obstacle. C'est précisément dans l'utilisation du détail qu'on y parviendra. Nous ne pouvons rien faire pour contrecarrer les intrigues impérialistes à Washington ou à Tokio, non plus que pour combattre la domination anglaise en Irlande, aux Indes, en Egypte, à Malte ou ailleurs. Mais nous pouvons beaucoup pour faire rater le coup ici. Occupons-nous à rompre le chaînon qu'on s'apprête à nous faire river, ici, à nos dépens, avec notre fer, sur notre enclume, avec notre marteau. Soyons certains qu'ailleurs, d'autres hommes libres, libres de coeur, libres d'esprit, libres de conscience, travaillent également à cette oeuvre d'affranchissement du monde. Quand la chaîne sera rompue à dix ou vingt places, il deviendra difficile d'encercler le monde.

Et alors, nous pourrons dire : vive la vieille Angleterre ! Car vraiment, quand ils veulent se contenter de ce qui leur appartient, ils ont d'excellentes qualités, ces Anglais.

Mais, grand Dieu ! qu'il y a longtemps qu'ils ont désappris la science de distinguer le tien du mien !

L'IMPÉRIALISME BRITANNIQUE

Ses desseins, ses progrès

Les pages qui forment le premier chapitre de cette brochure ont paru en cinq articles dans le *Devoir* du 7 au 11 septembre. Ecrites d'un seul jet, elles ne constituent pas, tant s'en faut, une analyse approfondie de la grosse partie diplomatique engagée par l'Angleterre à Washington et à Tokio, concurremment avec la propagande intense poursuivie dans tous les pays britanniques afin d'amener le Canada et les autres colonies "autonomes" à prendre de nouvelles charges impériales, à se forger de plus lourdes chaînes. En écrivant ces lignes à la hâte, — entre deux épuisantes conférences sur les oeuvres de presse catholiques et nationales, si mal comprises et si peu soutenues par ceux-là mêmes dont elles défendent les intérêts vitaux, — je n'ai eu d'autre but que de lancer un cri d'éveil et d'alarme. J'ai voulu signaler un nouvel écueil dans la voie périlleuse où le Canada se laisse entraîner depuis vingt ans, à la suite de l'Angleterre. J'ai voulu marquer une fois de plus avec quelle tranquille audace l'impérialisme britannique tente d'accaparer et d'utiliser toutes les forces internes ou externes qui peuvent favoriser ses desseins, avec quelle inlassable persévérance il plie ou rompt les énergies qui s'opposent à son insatiable avidité, avec quelle infernale habileté il corrompt ou endort les clairvoyances qui pourraient démasquer son jeu, avec quelle maîtrise il étouffe les voix qui pourraient stigmatiser son hypocrisie.

Cette étude aurait pu être beaucoup plus développée. Sans même sortir du champ embroussaillé des nouvelles quotidiennes et publiques où la vérité perce à travers le mensonge, comme le bon grain dans l'ivraie, il m'eût été facile de multiplier les preuves de la monstrueuse conspiration nouée dans le but d'entraîner les Etats-Unis dans l'orbite de l'impérialisme britannique — conspiration où notre malheureux pays est appelé à jouer le rôle d'otage, en attendant le jour prochain, si une forte réaction nationale n'y met obstacle, où le Canada ne sera plus que l'escompte payé par l'Angleterre impérialiste à la finance américaine, en compensation de l'appui accordé par les Etats-Unis aux entreprises anglaises : assassinat de l'Irlande, écrasement de l'Inde et de l'Egypte nationaliste, isolement de la France — sans parler des multiples opérations de moindre envergure mais d'une égale immoralité.

De ces preuves additionnelles, je me borne à signaler une, inédite, qui m'a été fournie par l'un de nos amis, de retour d'Angleterre où il a passé une partie de l'été. Je le rencontrai précisément le soir où paraissait le quatrième de ces articles,

celui où j'avais entrepris de clarifier les métaphores de sir Auckland Geddes.[1] "Savez-vous, me dit-il, que Geddes, avec son *pont d'or*, n'a fait que répéter le discours de l'ambassadeur des Etats-Unis à Londres, au banquet du *Dominion Day ?* J'y étais. Je l'ai entendu de mes oreilles faire la même thèse sur la nécessité d'un accord entre la Grande-Bretagne et les Etats-Unis et sur le rôle particulier que le Canada doit jouer pour rendre cet accord possible."

On peut être sûr que lorsque le représentant des Etats-Unis à Londres et l'ambassadeur anglais à Washington chantent la même chanson, à deux mois d'intervalle, c'est que les violons sont d'accord, et depuis longtemps, dans les salles capitonnées et calfeutrées où ces sortes de concert se préparent. Si les diplomates sont autorisés, pour ne pas dire *instructed*— et qui en douterait ? — à laisser pressentir l'arrangement, avec une telle transparence, c'est qu'il est d'ores et déjà bâclé entre les meneurs de la diplomatie secrète et leurs maîtres, les chefs de la haute finance. Tout ce qui reste à faire c'est de préparer l'opinion publique, ou plutôt de l'endormir, tout en fournissant aux journalistes et aux politiciens, sous-ordres des diplomates et des financiers, l'occasion de dire que l'opinion publique accepte l'accord et que le peuple est prêt à supporter les charges qui en résulteront. De là ces apartés, ces à-côtés, ces insinuations subreptices, ces demi-révélations dans les milieux les plus divers : banquets, réunions professionnelles, congrès du travail, du commerce ou de la presse. Aucun de ces corps n'a le droit de parler avec autorité au nom de la nation; mais ils exercent une influence énorme sur la politique, ils se recrutent en partie parmi les politiciens, ou mieux encore parmi les bâilleurs de fonds qui commanditent la politique et les politiciens : leur adhésion aux plans impérialistes suffira à imposer le silence à la plupart des parlementaires qui pourraient être tentés de s'opposer à la consommation du marché ou simplement d'en réclamer la discussion préalable au parlement. L'envoûtement de la plupart des journaux maintiendra l'opinion publique dans une douce somnolence jusqu'au jour de l'exécution, alors qu'un parlement veule ou corrompu, ou simplement surpris, plongera les peuples endormis dans le nouveau gouffre qu'on leur prépare.

C'est ainsi que l'impérialisme anglais a imposé aux colonies leurs contributions "volontaires" à l'infâme spoliation des républiques sud-africaines; c'est ainsi qu'il leur a fait accepter son programme de flottes "nationales en temps de paix, impériales en temps de guerre", ou de contributions "volontaires" à la défense navale de l'Empire, modalités diverses d'une politique dont l'unique objet est de fortifier la domination mondiale de l'Angleterre; c'est ainsi qu'il a entraîné les

[1] IV. *Ce qu'on veut de nous*... 10 septembre 1920.

"nations-soeurs" à se plonger "volontairement" dans "le gouffre du militarisme européen" [1] et à mettre leur propre existence en danger sous le fallacieux prétexte de sauver les libertés du monde, en réalité pour permettre à l'Angleterre impériale, débarrassée de la rivalité germanique, de mieux asservir tous les peuples de la terre — y compris notre "seconde mère-patrie", la France. C'est ainsi que l'impérialisme anglo-saxon continuera de s'y prendre pour sucer jusqu'à la moëlle la vitalité des jeunes nations qui s'imaginent naïvement devoir à l'Angleterre la vie, la paix et la liberté.

Leçons du passé

Ce cri d'alarme et d'éveil, je l'ai jeté pour la première fois, tout faible et impuissant que j'étais, il y a vingt et un ans, au moment de la guerre sud-africaine; je l'ai répété à chacune des occasions où il était possible de faire voir à la lumière du jour la manoeuvre, habituellement souterraine et d'autant plus dangereuse, de l'impérialisme anglais et de ses agents occultes ou avoués, conscients ou aveugles.

Le 22 octobre 1899, dénonçant les conséquences futures de l'expédition "volontaire" en Afrique, je posais ces questions à l'opinion publique endormie :

" Si aujourd'hui l'on demande cinq cents soldats au Canada " pour aller combattre une nation de 300,000 âmes, que sera-ce " quand l'Angleterre aura à lutter contre un peuple puissant ? " La voyez-vous aux prises avec la Russie ? Alors on fera lever " des milliers de Canadiens... pour les envoyer dans les step- " pes glaciales de la Sibérie? Que serait-ce encore si la mère " patrie allait porter la guerre en Allemagne ? A ce compte, " nos fils devront s'attendre à partir au premier signal pour " les quatre coins du globe..." [2]

A quelques mois de là, rentré en Chambre, je posais la même question au gouvernement, sous une forme plus générale :

On prétend, disais-je, par "ce déploiement fastueux de " militarisme impérial... donner au monde un exemple et un " avertissement... Quelle est la conséquence ? Si nous en- " voyons deux mille hommes" — un second contingent avait

[1] Résumé des paroles prononcées par M. Laurier, à la Chambre, le 15 avril 1902. C'est dans ce discours qu'il justifia son refus d'adhérer à toute forme d'impérialisme militaire—même à celle qu'il devait accepter sept ans plus tard. Ce discours est cité et commenté dans *Que devons-nous à l'Angleterre ?* pages 139-141.

[2] Discours à Papineauville, compte-rendu résumé de la *Patrie*, 23 octobre 1899.

déjà rejoint le premier — "et si nous dépensons deux mil-
" lions pour combattre deux peuples dont la population totale
" s'élève à 250,000 âmes, combien d'hommes armerons-nous et
" combien de millions dépenserons-nous pour combattre une
" puissance de premier ordre ou une coalition internationale ?
" Et c'est, n'en doutons pas, aux grandes puissances et aux
" coalitions éventuelles qu'on adresse cette leçon et cet aver-
" tissement. Si nous avons jugé à propos de prendre part à
" l'enseignement, il doit s'ensuivre que nous sommes prêts à
" participer à l'action, lorsque le temps sera venu d'appliquer
" la leçon. C'est le point de départ d'une politique nouvelle
" qui nous donne de sérieux aperçus sur l'avenir de notre
" pays... On prépare par là une sombre destinée aux classes
" agricoles et travaillantes de notre pays. On les menace du
" fardeau insupportable qui écrase les paysans et les ouvriers
" d'Europe." [1]

Le pronostic, on l'avouera, s'est assez exactement réalisé.

Dix ans plus tard, lorsque les inlassables manoeuvres impérialistes eurent usé les résistances de M. Laurier, — comme elles l'avaient forcé à faire, contre son gré, l'expédition d'Afrique, — le *De*[illegible] était fondé. Nous fîmes entrevoir l'inévitable conséquence du principe posé, sous une forme apparemment différente, dans la politique navale des deux partis.

Plus tard encore, dès le début de la Grande Guerre, nous montrions le spectre de la conscription et de la banqueroute nationale au bout de la voie où les chefs des deux partis engageaient le pays, les uns à l'aveugle, les autres à dessein.

Dans ces diverses circonstances décisives, tout ce que le Canada compte de *grands* hommes, — chefs politiques ou sociaux, magistrats, professionnels, financiers — et les journaux à leur solde ou à leur dévotion, firent chorus pour traiter ou laisser traiter de "rêveurs", "d'agitateurs" ou de "démagogues dangereux" les pygmées sans titre officiel, sans décorations et sans écus tintants, qui osaient troubler de leurs voix discordantes le magnifique concert d'hymnes au dieu de l'Empire, gardien de nos libertés et de la paix du monde. En dépit de leurs désaccords apparents, nos deux *grands* partis, leurs orateurs et leurs journaux étaient invariablement d'accord pour se moquer de nos lugubres prophéties; et invariablement, après un léger sursaut d'émotion ou de crainte, le bon peuple se reprenait à sommeiller, confiant dans la prudence et l'énergie de ses *grands* hommes, de ses hommes *pratiques*, de ses hommes *sages*.

Et pourtant, qui a eu raison, des *éveilleurs* ou des *endormeurs*, des "agitateurs" ou des "sages"?

---

[1] *Débats de la Chambre des Communes* (version française), 13 mars 1900.

Est-elle venue la "coalition internationale"? Nous a-t-on poussés dans le "gouffre du militarisme européen"? Sont-ils partis, nos fils, pour les frontières d'Allemagne et pour la Sibérie ? L'avons-nous eue la conscription ?

Pourquoi lutter?

Ce rappel du passé, n'a pas pour puéril objet de mettre notre clairvoyance en opposition à l'aveuglement, invincible ou volontaire, des prophètes préférés de la nation. Il n'y a pas de mérite à voir clair, quand on a pris soin de ne pas se laisser aveugler; ni à dire ce que l'on voit, quand on ne s'est pas laissé bâillonner.

Ce n'est pas même dans l'espoir d'être cru que j'élève encore la voix pour signaler les périls nouveaux qui pointent à l'horizon.

Ces cris d'alarme, je les ai poussés, je les pousse encore comme malgré moi, commandé par mes instincts profonds autant que par une conviction réfléchie, fortifiée par vingt années d'étude de l'histoire et d'observation des mouvements de la politique anglaise.

Sans vaine jactance, je pourrais m'appliquer ces paroles de Louis Veuillot :

"Ma raison, non moins révoltée que ma foi, accable ce que "je voudrais conserver d'espérance, et me dicte des paroles "acérées qu'il me semble que je ne voudrais pas écrire. J'en "viens à croire que c'est ma fonction, de faire entendre aux "persécuteurs de la vérité quelque chose de cet indomptable "mépris par lequel se vengent la conscience et l'intelligence "qu'ils écrasent, et de leur montrer dans un avenir prochain "l'inexorable fouet qui tombera sur eux. Je suis cet homme "qu'une force supérieure à sa volonté faisait courir sur les "remparts de Jérusalem investie, mais encore orgueilleuse, "criant : Malheur ! Malheur ! Malheur à la ville et au Tem- "ple ! Et le troisième jour il ajouta : Malheur à moi ! Et il "tomba mort, atteint d'un trait de l'ennemi." [1]

Qu'on n'oppose pas mon insignifiance à la stature du maître qui écrivait ces paroles de feu. Sans doute, si l'on ne considère que les personnes et le talent, le rapprochement est grotesque. Mais, qu'on ne l'oublie pas, tout homme qui fait entendre la voix de la vérité dans la brume opaque du mensonge, qui cherche à percer la conspiration du silence, ou qui s'efforce de secouer la torpeur d'une opinion engourdie par les jouissances matérielles et de mesquines préoccupations, cet homme, si chétif fût-il, remplit cette ingrate mais nécessaire "fonction" de prophète de malheur.

---

[1] Préface des *Odeurs de Paris*.

Qu'on n'objecte pas non plus la différence des objets. Veuillot, dira-t-on peut-être, combattait l'impiété et l'indifférence religieuse, l'attaque des ennemis de l'Eglise et la défection de ses enfants. L'impérialisme anglais n'est-il pas pure affaire humaine, une politique, temporelle dans son objet, matérielle dans ses intérêts, une politique discutable mais admissible ?

Cette erreur, osé-je dire, est pire que la première.

L'impérialisme anglais ne fût-il qu'une politique qu'il n'en serait pas moins détestable et redoutable; il n'en faudrait pas moins le combattre, au nom de la justice, de la charité et de l'ordre établi par Dieu dans le monde, comme il a fallu combattre, au seizième siècle, l'impérialisme austro-espagnol, il y a cent ans, l'impérialisme napoléonien, hier, l'impérialisme germanique, comme il faudra combattre demain, peut-être, l'impérialisme bolchéviste. Toutes ces poussées monstrueuses, d'où qu'elles viennent, sont des péchés d'orgueil, de cupidité et d'injustice qui appellent la vengeance divine et la résistance de l'humanité.

Ce qui menace le monde

De tous les impérialismes modernes, l'impérialisme anglo-saxon est le plus menaçant pour la liberté du monde, le plus dégradant pour la conscience, la dignité et la civilisation chrétiennes. Il ne se contente pas de conquérir et de dominer par la force brutale; il énerve et abrutit par le trafic des consciences, par le négoce des volontés, par le monnayage de toutes les convictions, par l'abaissement de tous les idéaux.

Pour le catholicisme en particulier, c'est-à-dire pour la seule forme vivante et concrète du christianisme, le triomphe de l'impérialisme anglo-saxon serait une épreuve et un péril plus redoutables que l'eussent été, au huitième siècle, la conquête arabe, au quinzième, la domination turque. La victoire de l'islamisme aurait suscité des martyrs et des héros. L'hégémonie politique et économique de l'Angleterre engendrerait partout des adorateurs du veau d'or, des renégats *de fait*, des eunuques parlementaires, des multitudes d'esclaves abrutis par le négoce, le machinisme et la démocratie.

Le triomphe de l'anglo-saxonisme mondial — anglais ou américain — porterait le dernier coup, le coup fatal, à l'ordre religieux, social et politique établi par la victoire du christianisme sur le paganisme. La société chrétienne des nations, déjà divisée par le schisme grec et l'hérésie protestante, sapée à sa base morale par la Révolution, disparaîtrait définitivement pour faire place à un conglomérat de peuplades sans Dieu, sans foi, sans morale fixe, et sans autre idéal que la jouissance matérielle. Son unique religion serait le maçonnisme occulte; son ordonnance politique et sociale, sans cesse

ballottée entre le despotisme ploutocratique et la tyrannie socialiste, manquerait de toute inspiration et de tout frein moral. La nation la plus riche serait la plus forte; la limite de ses appétits marquerait la seule borne de sa puissance. Le monde appartiendrait à qui saurait le mieux et le plus acheter, corrompre, avilir et terroriser.

Cette opinion paraît-elle excessive ? Qu'on me permette de l'appuyer sur le témoignage, pris entre mille, de trois hommes très différents par la nationalité, le tempérament, la culture et les fonctions sociales. La concordance de leurs jugements sur la politique anglaise contemporaine, envisagée du point de vue catholique ou simplement humain, est d'autant plus remarquable qu'ils ont exprimé leur pensée après mûre réflexion, à des époques éloignées l'une de l'autre et dans des circonstances fort diverses.

Donoso Cortès et l'Angleterre révolutionnaire

Donoso Cortès avait débuté dans la vie publique comme libéral, admirateur convaincu des institutions parlementaires et de l'influence bienfaisante de l'Angleterre dans le monde. La tourmente révolutionnaire de 1848 lui ouvrit définitivement les yeux sur les duperies de l'illusion libérale, que son esprit vigoureux et droit, fortifié par de patientes études d'histoire et de philosophie, avait déjà totalement repoussée en principe. Cependant, il croyait encore à l'action ordonnatrice de l'Angleterre. En 1849, dans un discours célèbre qui fixa sa renommée, il disait, avec la sincérité qui marqua toute sa vie: "C'est " un fait historique, un fait reconnu, un fait incontestable, que " la mission providentielle de la France est d'être l'instru- " ment de la Providence pour la propagation des idées nouvel- " les, soit politiques, soit religieuses et sociales... De même, " je crois que la mission providentielle de l'Angleterre est de " maintenir le juste équilibre moral du monde, en servant de " contre-poids perpétuel à la France. La France est comme le " flux, l'Angleterre comme le reflux de la mer... Que signifie " donc la coexistence de ces deux puissantes nations? Elle si- " gnifie le progrès contenu par la stabilité, la stabilité vivifiée " par le progrès." [1]

Ce discours lui ouvrit de plain-pied, et sans qu'il y eût songé, les portes de la haute diplomatie. Ambassadeur d'Espagne à Berlin, puis à Paris, il pénétra dans les arcanes de la diplomatie secrète. Son regard clairvoyant, sa haute intelligence, sa remarquable puissance d'analyse et de déduction lui permirent de saisir rapidement les dessous de la politique anglaise, de la *vraie* politique anglaise, celle qui mène le monde depuis un siècle. Il eut tôt fait de comprendre à quel

---

[1] *Oeuvres de Donoso Cortès*, 3e éd., tome 1er, pages 320-1.

point l'Angleterre, alternativement conservatrice et libérale chez elle, est essentiellement et constamment révolutionnaire à l'étranger, diviseuse d'énergies rivales et accapareuse du bien d'autrui. Trois ans après le discours de 1849, il écrivait de Paris, le 24 février 1852 :

" L'intérêt de la France... est de réunir le continent con-
" tre l'Angleterre. Pour le réunir, son intérêt est de proclamer
" comme objet final de la lutte, d'un côté, l'indépendance con-
" tinentale vis-à-vis de l'Angleterre, et de l'autre, la réaction
" continentale contre la démagogie européenne. Si la France
" sait poser la question de cette manière, l'issue de la lutte ne
" sera pas douteuse : l'Angleterre et la démagogie seront ex-
" pulsées du continent. *L'intérêt de l'Angleterre est de diviser*
" *le continent, afin de le dominer*: pour le diviser, son intérêt
" est de poser la question d'une toute autre manière, et de faire
" de toutes les questions, des questions d'ambition, des ques-
" tions territoriales. *Si elle y parvient, le continent est per-*
" *du.*" [1]

Et le 10 mars 1852 :

" Si les choses continuaient à marcher dans la voie où elles
" sont, on aboutirait à une épouvantable catastrophe : *la do-*
" *mination universelle de l'Angleterre serait avant peu un fait*
" *consommé, et ce fait aurait bientôt pour conséquence néces-*
" *saire, inévitable, la Révolution universelle*. Sur ce point,
" mon cher ami, il n'y a pas à se faire illusion : l'*Angleterre et*
" *la Révolution sont une même chose;* cela a toujours été, cela
" est encore, et cela sera toujours..." [2]

Et un mois plus tard, le 10 avril :

" On a donné à l'Angleterre et l'Angleterre a saisi l'occa-
" sion de poser la question territoriale [à propos des affaires
" d'Italie], dont le résultat sera de rendre l'Europe anglaise.
" *Les gouvernements de l'Europe sont coupables devant Dieu*
" *et devant les hommes de livrer ainsi le continent à l'Angle-*
" *terre,* et de tout sacrifier aux questions territoriales. Ils com-
" mettent tous la même faute; tous font descendre au second
" rang la question principale, la vraie, l'unique question, qui
" est la question révolutionnaire; et *tous recevront leur châti-*
" *ment administré par la main de l'Angleterre et par la main*
" *des révolutions.* Si la guerre éclate, le châtiment arrivera
" bientôt; il arrivera encore, si la paix se conserve, par bon-
" heur, mais il arrivera plus tard." [3]

On admettra que ce diplomate *d'occasion,* comme l'appelaient volontiers les *sages* de la carrière, a prévu avec une certaine lucidité, soixante ans d'avance, ce qui se p[asse de] nos jours. Le "châtiment" s'annonce conforme à ses prévisions.

---

[1] *Oeuvres,* tome II, pages 404-5.
[2] *Oeuvres,* tome II, page 409.
[3] *Oeuvres,* tome II, page 413.

Louis Veuillot et l'Angleterre barbare

Après l'Espagnol, entendons un Français, catholique passable, je pense — celui-là même que je citais il y a un instant, Louis Veuillot. Le grand écrivain n'était pas un *spécialiste* de la politique étrangère, mais quand il y jetait un coup d'oeil, il voyait généralement assez clair; d'autant plus clair qu'il n'envisageait ces questions, comme toute autre du reste, qu'au point de vue des intérêts de l'Eglise, et aussi des véritables intérêts de la France qu'il ne pouvait concevoir en marge de ceux de l'Eglise — au contraire de beaucoup de catholiques français d'aujourd'hui, qui font passer les intérêts de la France d'abord, ceux de l'Eglise ensuite, ce qui les a fort bien menés dans le pétrin où l'Angleterre et la Révolution les voulaient voir. Voyons un peu ce que le grand écrivain pensait de l'action *civilisatrice* de l'Angleterre impériale :

" L'Espagne et le Portugal, qui, en étendant leur domination " dans les mers, avaient le désir d'étendre le domaine de Jésus- " Christ, ont partout fondé et laissé des peuples catholiques. " Dans l'Amérique et dans l'Inde, et partout où elle s'est éta- " blie, l'Angleterre protestante n'a pas même fait des protes- " tants. Là où elle a trouvé des sauvages, elle les a tués; des " catholiques, elle les a persécutés; des infidèles et des idolâ- " tres, elle a pactisé avec leurs erreurs, trafiqué avec leurs " ténèbres, elle s'est abaissée jusqu'à honorer leurs supersti- " tions. Le fier Anglais qui ricane dans la basilique du Vati- " can, salue une vache dans les rues de Calcutta..... M. Jour- " dan [un rédacteur du *Siècle*] doit naturellement se demander " pourquoi l'Angleterre, nation évangélique, n'a rien fait, ne " fait rien dans l'Inde qui soit en conformité avec l'Evangile? " Et s'il veut y réfléchir un peu, il verra que c'est tout simple- " ment parce que l'inspiration et l'instrument lui manquent. " Elle n'a pas de charité, elle n'a pas de sacerdoce; elle est pro- " testante et plongée dans la matière; voilà tout. Et c'est pour- " quoi elle perdra les Indes." [1]

Notez que ces lignes étaient écrites au moment de la Grande Mutinerie des Cipayes, quelques mois après la guerre de Crimée, alors que la France et l'Angleterre étaient encore alliées.

Voyons maintenant ce que Veuillot pensait du rôle général de l'Angleterre et de la besogne de ses affidés, français ou autres.

" Aucune nation n'aime l'Angleterre, mais *dans toutes les " nations l'Angleterre a des admirateurs et un parti.* Les admi- " rateurs, politiques fascinés par la force, ou théoriciens déna-

---

[1] *De la Révolution des Indes*—article dr , septembre 1857—*Mélanges* (1ère édition), 2e série, tome 'II, pages 205 et 215.

" tionalisés par la vie de cabinet, ont peu d'influence sur le
" fond de l'opinion.—

Aujourd'hui qu'à ces deux classes "d'admirateurs", et de serviteurs, il lui faudrait joindre les hommes de finance et les journalistes d'*affaires*, Veuillot mesurerait avec plus d'exactitude le degré d'influence des agents de l'Angleterre, en tout pays. Clemenceau pourrait lui en donner des nouvelles.

—"Le parti en aurait davantage, car ce parti n'est autre
" que celui de la Révolution... *Le lien commun de l'Angleterre*
" *et de la Révolution est leur haine commune contre la monar-*
" *chie et contre l'Eglise*; c'est par là que *le gouvernement an-*
" *glais est un gouvernement essentiellement révolutionnaire,*
" et que le parti révolutionnaire est partout un parti essentiel-
" lement anglais." [1]

L'année suivante, il portait sur l'Angleterre impériale ce jugement plus sévère encore :

" Quelles que soient les causes de la grandeur de l'Angle-
" terre, cette grandeur l'a enflée d'un orgueil qui précipitera
" sa chute. L'Anglais se regarde résolûment comme le
" maître du monde, et un maître qui n'a rien à respecter que
" lui-même, dans les limites qu'il se fixe lui-même. Il n'est
" pas tenu à la justice, pas même aux égards. Il a une morale
" politique pour lui, il en a une pour les autres. Il fait chez
" lui ce que bon lui semble, il opprime, il fouette, il torture;
" les autres doivent se gouverner comme il l'entend. Ce posses-
" seur d'esclaves, qui tient ses soldats sous le knout et ses tri-
" butaires sous le pressoir, prétend s'installer parmi les nations
" comme le protecteur de la liberté et le vengeur de l'humani-
" té; mais elles n'auront que lui pour protecteur et pour ven-
" geur. Il veut dévorer la terre, et il interdit aux autres toute
" pensée d'agrandissement, même moral." [2]

C'est, on l'avouera, un portrait assez bien brossé et dont l'original est encore fort reconnaissable en Irlande, aux Indes et un peu partout.

" Possédant de grands capitaux, en exploitant de plus con-
" sidérables que la nécessité et plus encore l'astuce obligent de
" lui confier, l'Angleterre marche, bénéficiant partout du plus
" gigantesque des négoces, d'un négoce qui enlace le monde ;
" elle moissonne la fleur des biens de la terre; s'empare en
" tous lieux, sans concurrence possible, des matières premiè-
" res, les livre à prix réduits à son industrie qui les transfor-
" me, les reprend alors, les exporte et au besoin les impose
" dans toutes les contrées, s'inquiétant peu qu'ils y répandent
" la démoralisation et la mort. On s'étonnait dans le monde

---

[1] Même volume, pages 188-9.

[2] *De l'Angleterre*—article du 23 mars 1858—*Mélanges*, 2e série, vol. IV. pages 131-2.

" païen des duretés de la première Rome, qui broyait et dévo-
" rait l'humanité. Quel proconsul dévora jamais sa province
" comme l'Angleterre a dévoré l'Inde ? Où Rome a-t-elle fait
" son chemin sur plus de cadavres, maintenu sa domination
" par plus de tortures, gouverné dans un sentiment d'égoïsme
" plus sauvage, assigné à sa puissance un but plus dégradant
" pour elle-même et pour ses sujets ?... Mais cette audace fait
" la gloire et la force de l'Angleterre; *c'est à ce prix qu'elle est*
" *le centre des plus grands intérêts, qu'elle occupe toutes les*
" *intelligences, qu'elle ouvre carrière à toutes les activités,*
" *qu'elle caresse toutes les concupiscences et satisfait tous les*
" *orgueils.*"—

Voilà, je pense, qui embrasse et définit assez nettement *toutes* les voies par où l'impérialisme britannique a fait passer les diverses catégories de Canadiens enrôlés à son service depuis vingt ans.

—"Ah ! cette situation est fatale, et l'humanité se vengera
" ou sera vengée ! Dût la bête dévorante engloutir le monde,
" réservé à cette ignominie *en punition de l'imbécile et sordide*
" *admiration avec laquelle il contemple le triomphe du mal* ;
" dût l'Angleterre ne rencontrer aucun obstacle, dût-elle broyer
" et avaler toute sa proie, elle ne la digèrera pas. Pour avoir
" refusé le Christ, Rome a été foulée aux pieds. Qu'arrivera-t-il
" du peuple qui, couvert du nom chrétien, le déshonore parmi
" les infidèles et, ayant reçu le Christ, fait des oeuvres qui le
" répudient ?" [1]

C'est ainsi qu'en l'an de grâce 1858, sous le règne du *tyran* Napoléon III, allié de Palmerston, et sous le régime de la censure en permanence, entre la guerre de Crimée et l'expédition de Chine, — où la France, comme dans la Grande Guerre, tira les marrons du feu pour l'Angleterre, — le premier des publicistes français appréciait la politique anglaise et le rôle mondial de la nation "amie et alliée." Evidemment, ce fier catholique, et ce Français fier, ne jugeait pas que l'alliance et l'état de guerre l'obligeaient à trahir la vérité, non plus qu'à subordonner les droits de l'Eglise et les intérêts de la France aux appétits, déjà formidables, de l'Angleterre impériale et païenne.

Que pensait Veuillot de l'Angleterre, *protectrice* des missions catholiques?

" Il y a dans l'Europe une nation orgueilleuse et avare, sépa-
" rée de l'Eglise depuis trois siècles, et depuis lors *sa plus âpre*
" *ennemie*. Durant trois siècles, cette nation s'est appli-
" quée à s'isoler de l'apostolat catholique et à lui fermer autant
" qu'elle l'a pu les routes du monde. Tout à coup, elle a vu

[1] *L'Europe en Asie*—article du 29 avril 1858—*Mélanges,* 2e série, vol. IV, pages 164-5.

" l'apostolat catholique surgir de son propre sein, et nous sommes les témoins de cette merveille, et depuis trente ans l'Angleterre a transporté sur ses vaisseaux plus de missionnaires catholiques qu'elle n'en a jadis égorgé. Néanmoins, l'*Angleterre est toujours l'ennemie de l'Eglise, le grand artisan des complots ourdis contre Rome.* Elle creuse et mine le terrain autour de la Papauté; ne pouvant la renverser, elle veut l'enfermer dans une enceinte de précipices; mais quand même elle réussirait à cette oeuvre impie, ce ne serait que la joie d'un moment, suivie de prompts et cruels retours... S'il faut que l'Angleterre ou l'Eglise périsse, ce n'est pas l'Angleterre qui a reçu les promesses éternelles; ce n'est pas l'Angleterre qui est protégée par la conscience du genre humain..." [1]

Un an plus tard, les bandes garibaldiennes, ouvertement soutenues, contre toutes les règles de la simple décence internationale, — justice et loyauté étant mises au rancart — par le comte de Minto, ministre d'Angleterre, [2] renversaient le trône des Deux Siciles et pénétraient sur le territoire pontifical. Dix ans plus tard, l'iniquité était consommée, au profit apparent du roi du Piémont, au profit réel de l'Angleterre et de la Révolution. La France, dindonnée par ses alliés et déshonorée par ses politiciens, — comme toujours, depuis un siècle — la France, après avoir mollement soutenu le Pape, l'avait abandonné lâchement, sans gagner les bonnes grâces de l'Italie unifiée, future alliée de la Prusse qui lui passait sur le corps, au grand bonheur de l'Angleterre, "l'amie loyale et la fidèle alliée." [3]

Emile Flourens et l'Angleterre antipapiste

Si les opinions du grand orateur espagnol et du maître de la presse française sont trop *prononcées* pour les consciences affadies et les intelligences embrumées de nos loyalistes, ils écouteront peut-être d'une oreille moins effarouchée le témoignage d'un contemporain de moindre envergure, fonctionnai-

---

[1] *La Papauté*—8 novembre 1859—*Mélanges*, 2e série, tome V, page 542.

[2] Oncle ou père de notre gouverneur-général, celui-là qui prit une part active et si peu déguisée à notre expédition d'Afrique, en 1899. Ces Minto ont évidemment un penchant au brigandage.

[3] Trois ans avant la guerre franco-prussienne, dès lors visible à l'oeil nu, lord Stanley, ministre des Affaires étrangères, disait en pleine Chambre des Communes: *The government and the people of this country have seen with entire acquiescence, and even, I believe, with approval, the aggrandisement which has accrued to Germany, OR RATHER TO PRUSSIA.* (Hansard, vol. 186, page 1253.) C'est, on le voit, à la Prusse, à la Prusse conquérante et rapace, qu'allaient alors les sympathies anglaises. Elles n'ont changé de direction qu'à compter du jour où la *chère Prusse* a voulu concurrencer l'Angleterre maritime et commerçante.

re, puis ministre de la République française, et peu suspect d'ultramontanisme, voire de cléricalisme, à l'heure du moins où il fit les constatations inspiratrices des paroles que nous allons lire.

Mené aux affaires à l'époque de transition entre l'opportunisme mi-allemand mi-anglais de Gambetta et le radicalisme tout anglophile de Clemenceau, Emile Flourens fut successivement directeur des Cultes et ministre des Affaires étrangères. Il participa même, si je ne me trompe, à l'exécution des premiers décrets contre les congrégations religieuses. Mais il n'était ni franc-maçon, ni vendu à l'étranger. C'était un honnête Français, patriote sans tapage. Il eut le temps de se renseigner sur les dessous de la politique intérieure et étrangère, le bon sens d'en dégager la signification et la portée, le courage de le dire et de l'écrire. D'où son ouvrage *La France conquise—Edouard VII et Clemenceau*. Tout le volume est à relire à la lumière des événements précipités par la guerre et de ceux qui s'annoncent. Naturellement, comme tous les ouvrages qui disent trop la vérité sur les dessous de la politique anglaise, — l'auteur signale lui-même le rôle de la "cavalerie de Saint-Georges" dans la direction des courants d'opinion en France, et ailleurs — ce volume eut peu de retentissement. C'est pourtant, à ma connaissance, la seule étude parue en France depuis un demi-siècle, qui dénote une réelle compréhension des objectifs et des procédés de l'Angleterre impériale. L'action d'Edouard VII sur la politique internationale y est décrite de main de maître. Si les Français avaient lu et médité cet ouvrage, ils auraient peut-être hésité avant de confier leur sort au sinistre et cynique politicien qui a tout fait pour attiser les luttes religieuses en France, puis les haines patriotiques, — lui, l'ex-communard, l'ex-pacifiste ! — au profit de l'Angleterre dont il a toujours fait les affaires, avant, pendant et surtout après la guerre. Ce rôle abominable de Clemenceau, véritable trahison de la France, Flourens l'a prédit et décrit, dix années d'avance, aussi clairement qu'il apparaît aujourd'hui... aux gens qui voient clair.

Mais ce n'est pas la moralité de Clemenceau qui nous intéresse en ce moment; c'est le jugement que porte, *après vérification des preuves*, un ministre de la France républicaine et laïque sur le rôle de l'Angleterre impériale dans les affaires religieuses du monde.

"*L'Angleterre*, dit M. Flourens, *nourrit contre le catholicisme*, qu'elle appelle le papisme, *une haine inextinguible;* elle « prétend lui enlever le caractère de religion universelle et la « suprématie spirituelle qu'il revendique sur la chrétienté. « C'est un point trop souvent négligé et qui est, pourtant, d'une « importance capitale, *si l'on veut comprendre la marche de la* « *politique anglaise*, à travers les vicissitudes de l'histoire « moderne"...

L'Angleterre a fait de ses missionnaires protestants "les
" pionniers hardis, entreprenants et dévoués du développe-
" ment de son empire, les instruments habiles de sa pénétra-
" tion commerciale jusque dans les régions les plus reculées.

" La haine de l'Angleterre contre le catholicisme n'est donc
" pas inspirée seulement par le souvenir de ses griefs passés,
" de persécutions autrefois subies et rendues; elle est entre-
" tenue par une rivalité de propagande, économique et politi-
" que non moins que religieuse, par une lutte pour la vie cons-
" tamment soutenue sur tous les points du globe.

" Partout où l'Angleterre veut pénetrer, où elle envoie com-
" me avant-coureurs, comme fidèles fourriers, chargés de pré-
" parer le logement de ses troupes et de ses marchands, la
" cohorte de ses missionnaires, armés de leur bibles et de leurs
" balles de coton, elle se heurte aux missionnaires catholiques
" qui l'ont devancée, qui ont pris pied dans le pays et lui dis-
" putent, non seulement la conquête des âmes, mais encore, au
" profit de la nation catholique protectrice, la clientèle politi-
" que et la clientèle commerciale.

" La nation anglaise est une nation à la fois idéaliste et
" pratique. Profondément religieuse (?), elle désire la pro-
" pagation de la vraie foi (protestante), mais elle désire, non
" moins vivement, l'ouverture de débouchés toujours nou-
" veaux, toujours plus larges et plus rémunérateurs à ses pro-
" duits manufacturés; c'est une question de vie ou de mort
" pour son industrie sans cesse plus productive. Sur ce ter-
" rain, elle ne peut admettre aucune transaction, aucun par-
" tage. Les missions catholiques qui viennent arrêter son
" essort, en lui opposant une double concurrence, lui sont dou-
" blement odieuses...

" Il est donc de toute nécessité, pour le triomphe des des-
" tinées britanniques, que les missions catholiques disparais-
" sent. Pour atteindre ce résultat, il n'y a que deux voies à sui-
" vre: ou il faut que la France cesse d'exister, ou il faut que
" la France cesse d'être catholique. Depuis que nos voisins
" ont décidé de faire de nous leurs alliés contre l'Allemagne,
" c'est à cette dernière solution qu'ils se sont arrêtés.

" Si la France cesse d'alimenter, en homme et en argent,
" les missions catholiques, si elle leur retire son appui politi-
" que, elles ne pourront soutenir la concurrence britannique.
" Dès lors, l'Angleterre est débarrassée de la rivalité constante
" contre laquelle elle a lutté depuis des siècles, contre laquelle
" elle a employé tour à tour et la force et la ruse, et dont elle
" n'a pu triompher...

" Habile et vigilante, sur le territoire du Royaume-Uni elle
" sait maintenir la franc-maçonnerie dans la sphère exclusive
" des oeuvres philanthropiques, sans lui permettre d'empiéter
" sur le domaine confessionnel des différents rites religieux,

" ni, encore moins, sur le domaine de la politique. Sur le con-
" tinent, au contraire, elle l'exalte, elle enfle son orgueil et
" surexcite ses ambitions. Elle s'en fait ainsi un auxiliaire,
" un instrument d'information, un agent d'espionnage et de
" délation hors ligne. C'est une mine chargée pour faire sau-
" ter les gouvernements, dès qu'ils osent se montrer indociles
" aux directions britanniques, un bélier employé à contre-
" battre, sans cesse, l'édifice catholique.

" Aujourd'hui, le monde chrétien, qui prend, chaque jour,
" une importance plus considérable par l'extension des terri-
" toires soumis à la domination ou à l'influence des puissances
" occidentales, a deux capitales : Londres et Rome. Ce que la
" seconde perd, la première le gagne en force et en prestige.
" Londres monte au zénith, tandis que Rome semble pencher
" vers son déclin. Cette chute, il faut la précipiter. Il y avait
" deux têtes, il faut en abattre une !" [1]

On voit que le ministre républicain de 1906 pense à peu près de même que le diplomate espagnol de 1852 et le publiciste catholique de 1858. Inutile de rappeler que tout s'est passé comme Flourens l'avait prévu. Edouard VII, ou plutôt l'Angleterre impériale, aidée de ses sous-ordres français, italiens, russes, japonais, — sans parler de ses sous-marmitons, les hommes d'État des "nations-soeurs" — a mené le monde où elle voulait; et maintenant, sur les ruines amoncelées en Europe par ses soins, sur les tombes de vingt millions d'hommes jeunes et robustes, tombés pour assurer sa gloire, sa force et sa richesse, elle se prépare, d'accord avec les Etats-Unis, — s'ils veulent en être — à asseoir le grand oeuvre de l'anglo-saxonisme mondial.

Mais un détail topique que Flourens n'a pas prévu, c'est que l'Angleterre impériale, après avoir poussé la France à expulser ses religieux, les a laissés pénétrer dans ses domaines et leur a permis d'y acquérir une situation matérielle avantageuse. Elle a gagné par là de s'en faire des amis, souvent des admirateurs naïfs, parfois même des agents inconscients. Ainsi, après avoir réussi à déshonorer la France aux yeux de tous les peuples catholiques, à l'isoler de ses alliés naturels, à diminuer notablement, sinon à tarir, les sources des missions catholiques françaises, l'Angleterre impériale a trouvé le moyen d'utiliser à son profit les services des missionnaires français — quitte à les faire injurier à l'occasion par un Rowell ou un Hughes quelconque; puis, comme couronnement, elle est venue à bout de faire périr des millions de Français, catholiques et anticléricaux, expulsés et expulseurs, afin de libérer son commerce et sa flotte de la concurrence allemande; tout

[1] *La France conquise — Edouard VII et Clémenceau* — 1 vol. in 12; Paris, Garnier frères, 1906, (pages 129 à 133).

comme, pendant un siècle, elle avait utilisé les forces prussiennes, hanovriennes ou hessoises à miner la puissance française.

En vérité, ils sont forts, très forts, ces Anglais impériaux, mais on me permettra de persister à croire et à dire que leur politique n'est ni honnête, ni morale, ni chrétienne et qu'elle attirera un jour sur l'Angleterre et ses complices de terribles châtiments.

La résistance s'impose

L'on ne saurait donc de bonne foi s'étonner, encore moins m'en faire reproche, si je combats de toutes mes forces et sans relâche la pénétration de l'impérialisme anglais chez nous, si je ne cesse de mettre mes compatriotes en garde contre les conséquences funestes qui résulteraient de son triomphe, pour nous comme pour le reste du monde. C'est un devoir que j'accomplis, un devoir moral autant que patriotique.

Cette politique maudite, ce rêve monstrueux de domination universelle, menace notre foi, nos traditions, nos idéaux autant que nos libertés, notre paix et notre développement matériel. La menace n'est pas moindre pour les autres nations.

Prendre part à la résistance qui se dessine un peu partout contre l'achat du monde par l'or anglo-saxon, c'est travailler pour l'Eglise et pour la patrie, c'est lutter pour la liberté et l'ordre moral du monde, c'est littéralement servir Dieu et son prochain, y compris les Anglais. Car, quoi qu'on en dise, je tiens les Anglais pour mon prochain et je me crois rigoureusement obligé d'accomplir envers eux le précepte universel de la charité chrétienne — de la *vraie* charité, qui n'a rien de commun avec le mensonge, la servilité, l'hypocrisie et la complicité dans le crime.

Lutter contre l'impérialisme anglais, c'est travailler à libérer l'Angleterre, qui fut une noble nation, et le peuple anglais, qui renferme encore de précieux éléments, du joug effroyable que l'orgueil, la cupidité, la soif de l'or, la frénésie des *affaires*, font peser sur eux. C'est soustraire la nation aglaise, la pensée anglaise, la civilisation anglaise, l'âme anglaise, au règne de Satan pour les rendre à Dieu.

Si la résistance échoue, si l'infernal dessein des hommes qui mènent l'Angleterre aboutit à la fin qu'ils se proposent, l'humanité connaîtra des jours d'effroyable dégradation. Mais le châtiment qui atteindra ensuite l'Angleterre n'en sera que plus exterminateur.

Dieu peut vouloir que les nations chrétiennes, en punition de leur matérialisme, soient livrées pour un temps au joug abrutissant du plus matérialiste des empires. Mais Dieu ne veut pas que l'humanité devienne anglaise, pas plus qu'Il n'a

voulu la rendre romaine, arabe, tartare ou turque. Après s'être servi de la puissance anglaise, de l'or anglais surtout, pour humilier les nations aveulies par la soif des jouissances, Il brisera l'Angleterre impériale comme Il a brisé la Rome des Césars; et plus le bourreau choisi par Lui aura abusé de son pouvoir de répression, plus il sera lui-même châtié à son tour. *Il faut que le scandale arrive, mais malheur à celui par qui le scandale arrive.*

Pour ma part, je souhaite sincèrement que l'Angleterre s'arrête à temps, dans son oeuvre de spoliation et d'avilissement du monde, pour mériter de survivre comme nation. Je désire, et tout véritable ami de l'Angleterre doit désirer, qu'assagie, purifiée, allégée de tout ce qu'elle a dérobé du bien d'autrui, délivrée du démon de rapine et de mensonge qui la possède, *convertie*, en un mot, elle reprenne sa part contributive, sa large part, dans la réfection du monde chrétien qu'elle a perverti et désorganisé, dans la rédemption du monde païen qu'elle a abruti et figé dans son idolâtrie.

Montréal, 21 septembre 1920. [1]

---

[1] Fête de saint Mathieu, apôtre—ancien homme d'affaires au service de l'Empire romain. Puisse-t-il ramener au Christ, à la justice et à la liberté les esclaves volontaires de l'Empire de l'or.

A LIRE ET A FAIRE LIRE

BROCHURES DE M. HENRI BOURASSA, SUR L'IMPERIALISME ANGLAIS :

	Prix
L'intervention américaine (1917)........................	25 sous
La conscription (1917)..	10 "
La mission Jellicoe (1919)..................................	10 "
La prochaine guerre impériale............................	15 "

Frais de port sur chaque brochure, 3 sous

Les quatre brochures ensemble, 60 sous franco.

PROPAGANDE POUR *LE DEVOIR*

Le dixième anniversaire du *Devoir*..................	35 sous
Séparément :	
Lettres de NN. SS. BELIVEAU et LATULIPE, etc.,......	10 "
« Le *Devoir*, journal catholique », abbé PERRIER.......	10 "
« Le *Devoir*, son action intellectuelle », A. PERRAULT	10 "
« Le *Devoir*, ses promesses d'avenir », H. BOURASSA.....	15 "

Frais de port : 5 sous sur le 10e anniversaire, 2 sous sur chacune des autres.

PAR QUANTITÉS, CONDITIONS SPÉCIALES

20 extraits de ces brochures, sur feuillets, envoyés gratuitement sur demande.